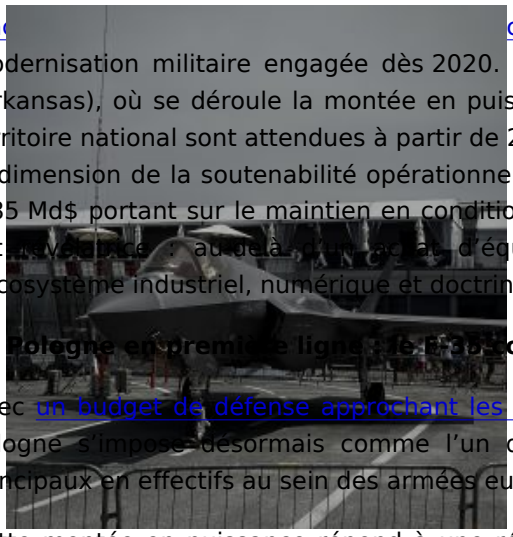
Pologne : un pari militaire entre souveraineté européenne et dépendance atlantique

Description

La mise en service progressive des F-35 en Pologne, combinée à une hausse spectaculaire de l'effort de défense, marque un tournant dans l'équilibre sécuritaire européen. Ce choix, à la fois ambitieux et contraignant, interroge la capacité de l'Europe à concilier le renforcement de sa dissuasion collective et la persistance d'une dépendance technologique et opérationnelle vis-à-vis des États-Unis.



L'ac chasse F-35A pour un montant de 4,6 Mds$ s'inscrit dans une dynamique de modernisation militaire engagée dès 2020. Deux appareils ont été livrés le 23 décembre 2024 sur la base d'Ebbing (Arkansas), où se déroule la montée en puissance de la formation des pilotes polonais. Les premières livraisons sur le territoire national sont attendues à partir de 2026, avec un calendrier s'étalant jusqu'en 2030. À cette trajectoire s'ajoute la dimension de la soutenabilité opérationnelle : Washington a approuvé, en août 2025, une vente potentielle d'environ 1,85 Md$ portant sur le maintien en condition opérationnelle (*sustainment*) et l'appui logistique des F-35. La séquence est révélatrice : au-delà d'un contrat d'équipements, elle formalise une intégration progressive et durable dans l'écosystème industriel, numérique et doctrinal américain.

La Pologne en première ligne : le F-35 comme pivot sécuritaire

Avec un budget de défense approchant les 5 % du PIB et une armée forte aujourd'hui de plus de 210 000 soldats, la Pologne s'impose désormais comme l'un des tout premiers contributeurs de l'OTAN en effort relatif, et l'un des principaux en effectifs au sein des armées européennes.

Cette montée en puissance répond à une réalité géostratégique immédiate : exposée aux conséquences de la guerre d'ampleur qui sévit depuis 4 ans en Ukraine voisine, mais aussi à la menace de l'enclave russe de Kaliningrad ou à celle du Bélarus, la Pologne subit une pression sécuritaire constante. Les intrusions répétées en 2025 dans son espace aérien, dont celle d'au moins 19 appareils en septembre, ont accéléré une militarisation perçue comme vitale. Cette posture s'inscrit dans une tradition historique de vigilance, forgée par des siècles d'instabilité régionale et une conscience aiguë des vulnérabilités territoriales.

Le déploiement de F-35 en Pologne, couplé au renforcement des capacités locales, redessine ainsi la carte de la défense en Europe de l'Est. Reste une question centrale : comment concilier ce renforcement de la sécurité collective avec une dépendance accrue envers Washington, susceptible de fragiliser l'autonomie stratégique européenne ?

Du F-35 au K2 Black Panther : une révolution militaire aux contours ambivalents

Le F-35 n'est qu'un maillon d'une transformation bien plus vaste. D'ici 2035, Varsovie ambitionne de devenir la « première armée terrestre d'Europe », un objectif porté par le Programme de Modernisation Technique (PMT) lancé en 2012. Dès 2015, elle franchissait le seuil des 2 % du PIB consacrés à la défense. Comme l'a rappelé le ministre de la Défense Władysław Kosiniak-Kamysz lors d'une conférence de presse en octobre 2025, il s'agit de *« la plus grande transformation historique de nos forces armées »*.

Outre les 32 F-35A, la Pologne dispose déjà de 48 FA-50, modernise ses F-16 avec des munitions de précision de dernière génération et envisage l'acquisition de 32 chasseurs supplémentaires (F-15EX ou Eurofighter Typhoon). Sur le plan de la défense antiaérienne et antimissile, elle occupe désormais une place centrale au sein de l'OTAN : la station

Aegis Ashore de Redzikowo (déclarée „mission ready" en juillet 2024), ses 6 batteries Patriot PAC-3 (une première capacité déployée et un plan d'extension à horizon décennal) et les systèmes Narew forment un bouclier multicouche contre les menaces balistiques et aériennes.

L'effort terrestre polonais a été tout aussi spectaculaire : la Pologne a commandé 366 chars Abrams (201 en parc à cette date) ; elle a parallèlement engagé un format K2 « *jusqu'à près de 1 000 chars* » et a déjà contractualisé 360 K2 (deux tranches de 180), avec une localisation/production en Pologne annoncée ; côté artillerie, elle a reçu la totalité des 212 obusiers K9A1 du premier achat (achèvement des livraisons le 16 décembre 2025). Cet ensemble s'est articulé avec Tarcza Wschód (Bouclier de l'Est), programme de fortifications et d'infrastructures défensives doté de 10 Mds PLN (soit environ 2,8 Mds$) le long de la frontière avec la Russie et le Bélarus : les autorités ont indiqué avoir déjà sécurisé 60km, avec un objectif d'environ 260km d'ici fin 2026.

Pourtant, cette modernisation rapide révèle une dépendance technologique et industrielle persistante et largement univoque. Malgré les ambitions du groupe Polska Grupa Zbrojeniowa (PGZ), près de 90 % des équipements haut de gamme (F-35, Patriot, HIMARS) restent d'origine américaine. La maintenance des F-35 dépend intégralement de Lockheed Martin et la formation des pilotes s'effectue en Arkansas. L'affirmation d'une souveraineté militaire durable suppose donc un développement industriel national encore loin d'être acquis.

Varsovie et Washington : une coopération stratégique aux équilibres fragiles

La modernisation polonaise s'accompagne d'un approfondissement sans précédent de l'alliance avec les États-Unis. Washington salue l'engagement constant de Varsovie, qu'il considère comme son partenaire le plus actif sur le flanc oriental de l'OTAN. Lors de la présentation des priorités de la présidence polonaise de l'Union européenne pour le premier semestre 2025, Donald Tusk avait lancé un appel — « *Ne demandez pas aux États-Unis ce qu'ils peuvent faire pour notre sécurité, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour notre sécurité* » — exprimant un tournant clair : la Pologne ne se place plus dans l'attente d'une protection extérieure, mais s'affirme comme un acteur central de la dissuasion atlantique, et celle-ci se fait en étroite collaboration avec les États-Unis.

Cette relation ne se résume pas à des déclarations politiques. Elle se traduit par des investissements massifs et une intégration industrielle croissante. En septembre 2025, Lockheed Martin a réaffirmé son statut de « partenaire de confiance » pour la sécurité polonaise, soulignant un engagement financier de 1,8 Md$ et la création de plus de 6 700 emplois locaux hautement qualifiés. Mais l'enjeu dépasse le simple cadre commercial : la Pologne s'intègre désormais aux chaînes d'approvisionnement stratégiques américaines. Les Wojskowe Zakłady Uzbrojenia SA (WZU) sont ainsi devenus un acteur clé de la logistique mondiale du missile anti-aérien PAC-3 MSE. De même, Raytheon (RTX) a engagé, en juin 2025, des discussions avec le ministère polonais de la Défense pour associer l'industrie locale à la production de composants essentiels du système Patriot.

Cependant, derrière cette coopération renforcée persistent des déséquilibres structurels. Malgré les progrès industriels, la Pologne reste dépendante des technologies américaines, en particulier pour des systèmes aussi critiques que le F-35. Les négociations visant à obtenir des transferts de technologie et des capacités de maintenance locale se heurtent encore à des obstacles, rappelant que l'autonomie stratégique s'acquiert progressivement. Cette réalité souligne la complexité du partenariat atlantique : si la Pologne renforce sa position au sein de l'OTAN, elle doit aussi composer avec les limites d'une dépendance technologique persistante.

Deux Europe de la défense : entre solidarité atlantique et autonomie stratégique

L'acquisition massive de F-35 par la Pologne illustre une fracture stratégique au cœur de l'Europe. Confrontés à la menace russe et à l'incertitude américaine, la plupart des États européens privilégient pour le moment un réalignement militaire vers l'OTAN, au détriment d'une autonomie continentale.

La Pologne n'est pas isolée. En octobre 2025, l'Allemagne a validé l'achat de 15 F-35A supplémentaires (pour environ 2,8 Mds$), jugé « essentiel » pour moderniser sa flotte de Tornado et honorer ses engagements nucléaires au sein de l'OTAN. Le Royaume-Uni, sous le gouvernement Healey, a commandé 12 F-35A, renforçant sa contribution à l'Alliance,

tandis que les pays nordiques et baltes, en première ligne face à Moscou, misent en partie sur du matériel américain, complété par une remilitarisation nationale et des coopérations régionales. Le Danemark a ainsi annoncé en octobre 2025 l'achat de 16 F-35 supplémentaires, faisant de l'Europe le deuxième parc mondial de chasseurs modernes après les États-Unis. Le F-35, plus qu'un avion, symbolise donc l'ancrage politique et sécuritaire à Washington.

Cette dépendance croissante aux équipements américains affaiblit le projet d'autonomie européenne, notamment le Système de combat aérien du futur (SCAF), pilier de la souveraineté industrielle franco-allemande. Alors que ce programme est repoussé à 2040-2045, l'Allemagne modernise sa force aérienne avec des appareils « clés en main », compatibles avec la dissuasion nucléaire de l'OTAN. Ce double jeu — soutien affiché au SCAF tout en achetant américain — nourrit la défiance et paralyse le projet européen. Il révèle un clivage profond : pour Berlin, la sécurité immédiate passe par l'OTAN, quitte à sacrifier l'autonomie future ; pour Paris, elle exige une base industrielle et technologique souveraine. Ce désaccord dépasse le cadre industriel et interroge la capacité de l'Europe à forger une culture stratégique commune, face à des divergences nationales et à la règle de l'unanimité au sein de l'UE.

Deux visions s'opposent par conséquent : une « Europe atlantisée », regroupant les pays situés à l'est et au nord du continent, pour qui l'intégration technologique avec les États-Unis garantit leur sécurité face à la Russie ; et une « Europe de l'autonomie », portée par la France, qui reste isolée. Si le rempart polonais renforce le flanc oriental de l'OTAN, il fragilise dans le même temps l'ambition d'une défense européenne intégrée et souveraine.

F-35 et souveraineté : le paradoxe polonais, miroir des défis européens

L'intégration des F-35 constitue un saut capacitaire historique pour la Pologne, renforçant la dissuasion sur le flanc oriental de l'OTAN. Grâce à une interopérabilité accrue, illustrée par des opérations comme Eastern Sentry, lancée par l'OTAN le 12 septembre 2025, Varsovie s'impose comme un pilier de la défense collective. Pourtant, ce renforcement s'accompagne d'une dépendance stratégique marquée : avec 53 % (2020-2024) des importations d'armes européennes en provenance des États-Unis et des clauses juridiques permettant à Washington d'en contrôler l'usage, la Pologne s'expose aux aléas de la politique américaine, comme en témoigne l'administration Trump depuis 2025.

Ce paradoxe polonais renvoie à un défi européen plus vaste : concilier l'urgence sécuritaire et l'ambition d'une autonomie stratégique, alors que la base industrielle et technologique de défense du continent reste fragile. Face à la menace russe, la Pologne incarne de cette manière les tensions entre une Europe-puissance en gestation et le risque d'une dépendance prolongée, un équilibre délicat qui façonnera l'avenir de la sécurité continentale.

Vignette : Avion de chasse F-35, Salon du Bourget, 22 juin 2025 (copyright : Pauline Jamin).

* Pauline Jamin est étudiante en deuxième année de master de Relations internationales à l'Institut national des Langues et Civilisations orientales, avec le polonais comme langue de spécialisation.

Pour citer cet article : Pauline JAMIN (2026), « Pologne : un pari militaire entre souveraineté européenne et dépendance atlantique », *Regard sur l'Est*, 2 mars.

Retour en haut de page

date créée
02/03/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Pauline Jamin*